

ALSACIENS D'EUROPE Hongrie

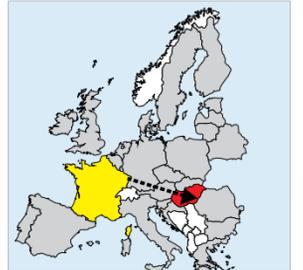
Le Danube en eaux troubles

Dix ans que la Hongrie vit au rythme du régime « illibéral » instauré par le parti europhobe et populiste du Fidesz. D'où cet épisode à part, dans notre série consacrée aux Alsaciens d'Europe : Monika et Katalin ont certes accepté le principe de l'interview, mais de façon anonyme.

La première s'appelle Monika ; la seconde, Katalin. Monika, 49 ans, a vécu dix ans à Strasbourg, y a fondé une famille, appris le français. Puis elle est retournée dans son pays natal, en proche banlieue de Budapest. Lucide, voire grinçante, dotée d'un solide sens de l'humour et d'un vrai talent pour sortir la formule qui fait mouche, elle pose sur son pays un regard non pas désespéré, mais inquiet. Pétillante et enjouée, parfaitement bilingue, Katalin, 29 ans, travaille pour sa part pour un grand groupe européen, à Budapest. Elle a passé une partie de son enfance en Alsace, où elle conserve de la famille, ainsi que des amis... Et elle aussi regarde avec circonspection l'évolution de la Hongrie sous la férule du Premier ministre Viktor Orbán, quoiqu'avec un peu plus d'optimisme que Monika. Un effet générationnel, peut-être.



Le Parlement hongrois, sur les bords du Danube à Budapest. DR



UNE EXCEPTION

Contrairement aux autres témoins de notre série consacrée aux « Alsaciens d'Europe », Monika et Katalin n'ont accepté de témoigner que sous stricte condition d'anonymat. Ni sons, ni images cette fois-ci, mais juste des mots. Du point de vue journalistique, cette absence constitue un manque, ainsi qu'un regret, mais c'est aussi une information en soi : nos deux témoins ont trop à perdre sur les plans privé et professionnel si elles venaient à être reconnues par les autorités. Ainsi va la vie dans la Hongrie de Viktor Orbán, en 2019...

Un lavage de cerveau pas croyable

■ Parlons d'abord un peu du « système Orbán » en général.

Monika : Je ne connais pas les coulisses en détail. La seule chose évidente, que le pouvoir n'essaie même pas de cacher, c'est que les contrats liés aux aides européennes qui arrivent en Hongrie bénéficient à peu près tous, aux sociétés des proches d'Orbán. Il y a des contrôles, bien sûr, mais tout ce qu'ils risquent, c'est de devoir rembourser une partie des fonds reçus. On rénove des bâtiments pour des sommes exorbitantes, avec facilement 25 % ou 30 % de surcoût sur certains chantiers. Ce ne sont pas des petites sommes qui disparaissent, ce sont des milliards !

Katalin : Le régime est corrompu, c'est certain, mais pas plus que les précédents. Et qu'y peut vraiment l'Union européenne, à part émettre des protestations ?

■ La question des migrants perdu-

re-t-elle dans le discours gouvernemental ?

M : Oh oui ! Au journal télévisé, dès le deuxième titre, c'est toujours à propos de migrants, qui ont soit violé, soit volé, soit tué... Et s'il le faut, ils inventent des fausses nouvelles. Il y a aussi de nombreux sites internet russes qui diffusent des « fake news », et que les journaux des chaînes publiques citent comme des sources sérieuses ! C'est un lavage de cerveau pas croyable.

K : Ce sujet des migrants revient sans cesse dans les médias, alors qu'on n'en voit plus aucun dans le pays. Pendant six mois, un an peut-être, on les apercevait dans les gares, mais c'est terminé. Soit ils ont été expulsés, soit ils sont partis d'eux-mêmes. Mais malgré toute cette propagande, la majorité des Hongrois souhaite rester dans l'UE. M : Oui, c'est pour cela que le gouvernement préfère parler de « Bruxelles, le méchant qui nous menace de tas de choses », plutôt que de l'UE.

L'idée sous-jacente, c'est de rester pour influencer l'Europe dans le

sens qu'on souhaite, et aussi que si M. Orbán était le chef, ce serait bien mieux, pour gérer « l'islamisation » et tout ce genre de problèmes. K : Tant que le Fidesz utilisera « Bruxelles » comme repoussoir, il le fera ! Ils ont l'essentiel des médias pour eux, et les gens qui vivent dans les petits villages reculés n'entendent que ce que le gouvernement veut bien.

Personne pour remplacer Orbán

■ De là à rendre certains Hongrois nostalgiques du communisme ?

M : Non ! Les Hongrois détestent le communisme, surtout les vieux, qui sont en âge de s'en souvenir... Mais ce que le gouvernement fait en ce moment, ça y ressemble beaucoup. On appelle juste ça d'un autre nom. Sous le communisme, les gens avaient pratiquement tous un travail, dont ils pouvaient vivre, et même s'il existait des inégalités, les

différences de richesse n'étaient pas aussi grandes qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, si l'on ne gagne pas le salaire minimum [99 085 forints nets par mois, soit environ 314 euros, NDLR], on peut juste mourir de faim.

K : La plupart des personnes âgées continuent de percevoir Orbán avant tout comme l'un des acteurs de la chute du communisme. Ce sont elles, la base électorale du Fidesz, mais si jamais sa politique se met un jour à trop ressembler à celle de l'époque communiste, les vieux s'en détourneront. Le Fidesz a un autre problème : il n'a personne, dans ses rangs, capable de succéder à Orbán le jour venu. C'est lui, et lui seul, qui fait tenir le parti.

■ Comment décriez-vous l'ambiance générale dans le pays ?

M : La Hongrie est partagée de plusieurs façons. Une moitié de la population ne comprend rien à ce qu'il se passe, l'autre moitié le comprend sans doute, mais à des degrés variables.

J'ai des amis avec qui je ne parle plus. Pas parce que je le refuse,

mais parce qu'on n'a plus rien à se dire : nos idées sont tellement opposées. Là aussi, c'est schizophrénique : je ne veux pas perdre des amis, ni me disputer avec eux, mais je n'arrive pas non plus à leur parler d'« autre chose », comme si de rien n'était. Ça rend le climat assez lourd, y compris au sein des familles. Les gens critiques font attention à ce qu'ils disent, et à la façon dont ils le disent.

K : Le gouvernement hongrois aime bien mettre en avant son souci des familles, sa politique nataliste, ainsi que le taux de chômage, qui est vraiment très faible, mais il oublie juste de comptabiliser tous ces petits boulots de faveur, mal payés et octroyés par les collectivités locales, surtout dans les campagnes.

■ Les jeunes Hongrois sont-ils nombreux à s'expatrier ?

M : Oui, beaucoup choisissent de partir à l'étranger, mais pas à cause de la situation politique. Les jeunes partent surtout à cause de la rareté des places gratuites à l'université et de la baisse de niveau de l'enseignement. Dans les meilleurs lycées, 90 % des gamins veulent partir à l'étranger.

K : L'essentiel de mes camarades de lycée : disons 20 sur 30, sont déjà partis. Je pense que la plupart prévoit de revenir, mais pas tout de suite.

■ Comment voyez-vous l'avenir politique du pays ?

M : Orbán et le Fidesz ont pratiquement toutes les cartes en mains. Un changement peut venir un jour, si un opposant crédible émerge, mais alors ce serait forcément quelqu'un de neuf, qui ne se soit pas compro-

mis par le passé. C'est très difficile de rester crédible en Hongrie... Aujourd'hui, je peux juste répondre qu'il y a « moins pire » que le Fidesz.

■ Vous qui avez vécu en France pendant plusieurs années, envisagez-vous de quitter à nouveau la Hongrie ?

M : Si ça ne dépendait que de moi, je serais déjà partie depuis déjà sept ans, au moins. Mais si nous partions à l'étranger, mon mari et moi serions obligés de repartir quasiment de zéro, en tout cas sûrement sans retrouver notre niveau de vie actuel. Tant que nous pouvons travailler normalement, nous restons. K : À titre personnel, j'aime bien mon travail, l'ambiance générale du pays ne me pèse pas plus que ça, alors je reste ! Il faut dire que je suis d'un caractère plutôt optimiste. La Hongrie a déjà connu des situations comparables par le passé, et elle en connaîtra d'autres... On s'en délivrera un jour ! ■

Propos recueillis par Emmanuel DELAHAYE

➤ **PLUSWEB** Retrouvez la version grand format, ce mercredi à 18 h sur notre site internet : www.dna.fr

➤ **LIRE** Jeudi : la Belgique

➤ Une série réalisée en partenariat avec l'Union internationale des Alsaciens

Des thèmes de campagne imposés par le Fidesz, le parti d'Orbán

■ Comment se passe la campagne européenne en Hongrie ?

Monika : Les débats télévisés, cela n'existe plus depuis dix ans ici. Viktor Orbán a une majorité des deux-tiers au parlement et il ne débat avec personne. Il n'y a quasiment pas de programmes électoraux non plus. Un ou deux partis d'opposition en ont écrit un, mais c'est tout. Très rarement, des membres de l'opposition débattent entre eux sur de petites chaînes télévisées que presque personne ne regarde, mais ça ne sert à rien. De toute façon, le système électoral ne laisse aucun autre choix aux partis d'opposition que de s'allier s'ils veulent avoir la moindre chance de l'emporter contre le Fidesz. Ils sont pourtant loin d'être d'accord entre eux, mais c'est ça ou rien. Du coup, débattre publiquement ne leur appor-



Viktor Orbán, lors de sa venue au Parlement européen, en septembre 2018. PHOTO DPA / JEAN-FRANCOIS BADIAS

terait rien. Katalin : Certains partis centristes ou de centre gauche essaient bien de parler un peu de l'UE, mais le Fidesz, qui contrôle l'essentiel des médias, n'arrête pas de parler des sujets natio-

naux et d'incriminer « Bruxelles ». Voilà tout son discours – et les autres partis se sentent ensuite obligés de répondre. Résultat, c'est le Fidesz, et lui seul, qui impose les sujets de débat.

■ Les Hongrois s'y intéressent-ils

un minimum quand même ?

M : Très peu. Le problème, c'est ce qu'on leur dit à propos de l'UE, ou plutôt de « Bruxelles », comme on dit ici : « Bruxelles veut nous obliger à accueillir des migrants », « Bruxelles veut nous contraindre à ceci, à cela. » Et même si les autres pays n'aiment pas trop ce qu'Orbán dit ou fait, il ne se passe jamais rien. Alors, pourquoi s'en soucier ? Il y a au moins 15 ou 20 affiches électorales tous les 100 m à Budapest, mais la plupart vantent la politique du gouvernement et du Fidesz. Ça n'a rien à voir avec l'Europe, mais c'est quand même le message.

K : Moi, je suis la campagne et je compte d'ailleurs voter pour le LMP, un petit parti centriste et écologiste. Le problème de fond, c'est que l'opposition est incapable de s'unir. ■

REPÈRES

- **Indépendance de la Hongrie** : le 31 octobre 1918
- **Adhésion à l'UE** : 1^{er} mai 2004, comme la Pologne. Elle avait adhéré, dès 1999 (en même temps que la Pologne), à l'Otan et intégré l'espace Schengen en 2007
- **Population** : 9,8 millions en 2018
- **Capitale** : Budapest
- **Au Parlement européen**, le pays dispose de **21 députés**
- **Monnaie** : le forint. La Hongrie pourrait rejoindre la zone euro en 2020
- **Premier ministre** : Viktor Orbán depuis 2010, réélu en 2014. Président de la République : Janos Ader
- **Le commerce extérieur** est dominé par les échanges avec l'UE : 79,46 % des exportations et 76,58 % des importations
- **79 % des Hongrois** considèrent que leur pays a plutôt bénéficié de leur appartenance à l'UE, selon le dernier Eurobaromètre. Ils perçoivent à 58 % « l'immigration illégale » comme la principale menace